



HAL
open science

Le Brésil sans masque

Maria Thedim, Sans Masque Par, Maria Thedim

► **To cite this version:**

Maria Thedim, Sans Masque Par, Maria Thedim. Le Brésil sans masque. Revue d'études décoloniales, A paraître. hal-02882985

HAL Id: hal-02882985

<https://hal.science/hal-02882985>

Submitted on 28 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES BRÉSIL SANS MASQUE

Par Maria THEDIM*

Malgré leur abord ouvert et relativement informel, les Brésiliens ne se sentent pas à l'aise pour discuter de sujets intimes avec les membres d'une autre culture. On enseigne aux petits Brésiliens que *roupa suja se lava em casa* (le linge sale doit se laver en famille) (Sandes, 2016). Dévoiler explicitement certains aspects de l'intimité locale, ordinairement tenue discrète, permet de mieux comprendre ce qui se passe en ce moment au Brésil, sous le (dis)gouvernement de Bolsonaro. C'est dans ce contexte socio-politique et au cœur du pouvoir à Brasília, que l'on tient sans aucun complexe des discours anti-intellectuel, antiscientifique, climatosceptique et qu'on admet même avec conviction que la Terre est plate¹ !

La politique de l'actuel gouvernement brésilien illustre une négligence, un manque de respect de la vie des citoyens et une volonté d'imposer une domination quasi totale sur celles et ceux que ce gouvernement bolsonariste et ses partisans considèrent comme inférieurs ou en discordance avec leur idéologie. Mais ce gouvernement ne s'attendait pas à l'arrivée d'une pandémie affectant l'ensemble de la population brésilienne, y compris ses membres et ses partisans. La COVID-19, elle, ne prend en considération ni l'ethnie, ni la situation socio-économique des individus qu'elle infecte... On a donc vu émerger le mouvement en ligne #Somos70porcento (Nous sommes 70%). Celui-ci s'est basé sur les résultats de sondages montrant que 70% des Brésiliens jugent le gouvernement Bolsonaro "très mauvais", "mauvais", ou juste "passable", le président conservant péniblement un noyau de 30% d'opinions favorables. Ou encore le mouvement Basta! (Ça suffit !), une pétition signée par plus de 600 avocats et juristes. Dans leur manifeste, ces derniers affirment que « le Brésil, son peuple et ses institutions ne peuvent continuer à être agressés » par un président « qui porte atteinte aux pouvoirs législatif et judiciaire, à l'État de droit et à la santé des Brésiliens »².

Qui est donc cet homme qui a fait la une des journaux du jour au lendemain ? Jair Bolsonaro est avant tout un « ex-capitaine renvoyé de l'armée, député médiocre, homme politique connu pour son racisme, son homophobie, sa misogynie et sa détestation des intellectuels » (Cascione et Reis : 2019, 125).

Maria Thedim est Docteure en Didactique des langues et des cultures à l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3. Elle est membre du DILTEC (Didactique des langues, des textes et des cultures - EA 2288) et du (Centre de recherches sur les pays lusophones - EA 3421), ces Écoles doctorales se trouvent également à l'Université l'Université Sorbonne Nouvelle- Paris 3.

¹ Cf. l'article de Bruno Meyerfeld intitulé « Les Brésiliens "terreplatistes" se sentent pousser des ailes avec Bolsonaro », article sur *Le journal de Montreal*, publié le 18/11/2019. [En ligne], consulté le 14/06/2020, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/18/les-bresiliens-terreplatistes-se-sentent-pousser-des-ailes-avec-bolsonaro_6019523_3210.html

² « Brésil : multiplication des pétitions en ligne contre Bolsonaro », article sur *Le journal de Montreal*, publié le 05/06/2020. [En ligne], consulté le 14/06/2020, disponible sur : <https://www.journaldemontreal.com/2020/06/05/bresil-multiplication-des-petitions-en-ligne-contre-bolsonaro>

Bolsonaro s'est révélé un cas classique de "dictateur bienveillant", qui ne peut tolérer que quiconque remette son autorité en question. À d'innombrables reprises, très bien documentées par divers médias de par le monde, lui et sa bande ont choisi d'ignorer toute possibilité de négociation avec le peuple brésilien. Il prend ses décisions sans laisser le choix à la population : il faut obéir, ou désobéir sans que cela se sache. Parler d'une situation de domination totale ne signifie pas pour autant que ceux qui sont sujets de ce pouvoir soient totalement dominés dans les faits. Pour eux, les dysfonctionnements tout comme la banalité du mal sont malheureusement devenus la norme.

Cet article vise à éclaircir ce qui se passe dans le (dis)gouvernement de Bolsonaro ainsi que la manière irresponsable dont ce dernier gère la crise sanitaire actuelle au point de susciter la curiosité du monde entier. Pour essayer de comprendre ce qui paraît incompréhensible, je dois rappeler l'importance de quelques pratiques sociales typiques du Brésil depuis cinq siècles, telles que : le *racisme caché*, le patrimonialisme, le *jeitinho*, la corruption et le *malandragem* puis, le *coronelismo* et clientélisme.

1. Le racisme caché et le patrimonialisme

Plusieurs études significatives démontrent l'existence au Brésil d'un racisme persistant, mais fortement occulté, qui se trouve étayé par l'idéologie d'une fausse et prétendue harmonie multiraciale, laquelle empêche paradoxalement toute mobilisation politique autour des problèmes raciaux. Par conséquent, le coefficient de mobilité sociale est influencé par la couleur de peau. Autrement dit, plus on a la peau foncée, plus la probabilité de rester au bas de l'échelle sociale est forte, alors que plus on a la peau claire, plus on a des chances d'accéder aux positions sociales les plus élevées. Cela est confirmée par les recherches réalisées par le Laboratório de Análises Econômicas, Históricas, Sociais e Estatísticas das Relações Sociais (Laboratoire d'analyses économiques, historiques, sociales et statistiques des relations sociales) figurant dans le *Relatório Anual das Desigualdades Raciais no Brasil* (Rapport annuel sur les inégalités raciales au Brésil) (2007, 2008). Ce rapport atteste que les Brésiliens blancs vivent dans un "pays" dont l'indice de développement humain (IDH) occupe la 44^{ème} position mondiale. Mais en revanche, les Brésiliens noirs, eux, habitent dans un autre Brésil où l'IDH moyen se situe en 104^{ème} position. Cela confirme le fait qu'au Brésil, la discrimination raciale s'actualise sous de nouvelles formes, contribuant ainsi à perpétuer une situation d'inégalité sociale pour les descendants d'esclaves, c'est-à-dire la population afro-brésilienne.

Dans son livre *Raízes do Brasil* (Racines du Brésil), publié pour la première fois en 1936, Holanda fait un portrait très révélateur des origines du Brésil, à partir d'une perspective modernisatrice weberienne. Il explique l'incompatibilité entre le travail des esclaves – la base de l'économie coloniale – et la vie sociale brésilienne, la civilisation bourgeoise et le capitalisme modernes. Dans le contexte d'une économie de plantation esclavagiste, l'ordre social développé au Brésil avait été marqué par un

patrimonialisme rural centré sur des relations personnelles, dans lequel l'État, une fois formé, ne constituait en réalité qu'une « amplification du cercle familial » (Hollanda : 1998 : 223). De manière générale, les patrimonialismes considèrent que tous les pouvoirs proviennent pyramidale des dirigeants selon un système politique autocratique ou oligarchique. Précisons qu'Hollanda a été le premier auteur à utiliser ce terme pour décrire la politique brésilienne. Profondément ancré dans la culture sociale et la politique nationale, ce patrimonialisme aurait empêché l'implantation d'une bureaucratie moderne orientée vers des objectifs rationnels. Typiquement patrimonialiste, le fonctionnaire brésilien aurait ainsi traité la gestion publique comme « relevant de son intérêt particulier » (*ibid.*, 231), sans égard pour les droits des citoyens qu'il est pourtant censé servir. Poursuivant son raisonnement, Holanda va jusqu'à affirmer que la démocratie aurait été importée au Brésil pour accommoder les privilèges d'une aristocratie rurale et encore semi-féodale – les maîtres d'esclaves d'autrefois –, ce qui peut paraître un point de vue assez extrême. Nonobstant, la démocratie au Brésil a toujours donné lieu à des malentendus et parfois des contestations (*ibid.*, p. 254). D'après Schwarcz (2019 :157), « le système esclavagiste a tenu longtemps et à une très grande échelle car il était basé sur une véritable machinerie répressive et administrative aux mains des “seigneurs de la terre”, avec la pleine connivence de l'État ».

Pour aller dans le sens d'Hollanda à ce propos, je peux considérer sans me montrer trop audacieuse que, depuis la proclamation de la République (1889), la démocratie n'a pas encore su trouver sa place dans la société brésilienne. Holanda décrit par ailleurs le Brésilien comme “*o homem cordial*” (l'homme cordial), c'est-à-dire, selon lui :

un être incapable de distinguer les intérêts publics des intérêts personnels, et dont la conduite serait ainsi dictée par les liens d'affection et ceux du sang, bien que l'époque actuelle tende plutôt vers « les relations sociales fondées sur des principes abstraits (Hollanda, 1998 : 226).

Ce thème ressort également dans les travaux de l'anthropologue brésilien Eduardo Viveiros de Castro (2015), dont la réflexion s'inscrit dans la continuité philosophique de Gilles Deleuze. Cette tradition commence par une critique de la critique « sociologique », parfois explicite, mais le plus souvent implicite.

2. Jeitinho, corruption et malandragem

Le *jeitinho* – petit *jeito* – est une caractéristique sociale forte des Brésiliens qui désigne une certaine manière d'être malin ou débrouillard. C'est aussi une forme d'adaptation à l'improvisation imposée par une bureaucratie excessive, une manière de se montrer créatif face à des situations inattendues ou à des problèmes pour lesquels il faut trouver une solution rapide (Dave et al, 2008). Il faut bien comprendre que la charge sémantique du *jeitinho brasileiro* permet, entre autres, de mieux comprendre la relation particulière que les Brésiliens entretiennent avec la corruption. En parler

ouvertement serait entamer une sorte de *mea culpa* officiel concernant ces actes vénaux, comme s'il s'agissait d'une espèce de produit national, une marque de commerce entérinant la corruption.

Contrairement au *jeitinho* et malgré la proximité entre ces deux pratiques sociales, « la *malandragem* est vue comme une sorte d'ethos national » (Schwarcz, 1997 : 261). Dans l'imaginaire populaire brésilien, le terme *malandragem* désigne une série de stratagèmes qui permettent d'obtenir justice³ lorsque l'on s'oppose aux institutions oppressives et corrompues (Zauberman et Spiechowicz, 2016). Au Brésil, pour chaque situation un peu complexe, il existe une manière de s'en sortir par un expédient peu conventionnel et qui fonctionne malgré tout ; autrement dit la *malandragem* se situe à la limite de la malhonnêteté et elle peut facilement déborder vers une autre pratique coutumière, la corruption. Le fait est même devenu institutionnel dans le pays, comme l'ont démontré maintes fois les récents scandales⁴. Pour faire la distinction entre ces deux concepts voisins, *jeitinho* et *malandragem*, je fais appel à Da Matta (1997 : 227) qui associe le premier à l'individu et le deuxième à la personne : « A pessoa merece solidariedade e um tratamento diferencial. O indivíduo, ao contrário, é o sujeito da lei, foco abstrato para quem as regras e a repressão foram feitas⁵ ». On pourrait penser que la *malandragem* est un usage particulier du *jeitinho* ce qui n'est pas faux, mais le *malandro* y a recours pour se sortir, lui ou ses proches, des situations inconfortables dans lesquelles leur statut social les confine. Le *jeitinho* en lui-même est plutôt l'activation de réseaux d'influences centrés sur l'individu.

3. Coronelismo et clientelisme

Ayant présenté ces deux concepts importants dans la société brésilienne, *jeitinho* et *malandragem*, j'en viens à leur application pratique dans la vie sociopolitique du pays. Afin de démontrer comment la classe politique dominante exerce son emprise, par l'intermédiaire de l'historicité sur le

³ Une justice se prenant souvent elle-même comme référence, et par conséquent assez douteuse.

⁴ Selon l'ONG Transparency International dans son rapport annuel de 2016 concernant 2015, l'*indice de perception de la corruption 2015 montre clairement que la corruption continue d'affecter de nombreux pays à travers le monde, surtout les pays émergents. Cependant au Brésil, « en 2015, les citoyens sont descendus dans la rue pour protester contre la corruption envoyant à leurs dirigeants le message qu'il est grand temps de s'attaquer à la grande corruption »*, déclare José Ugaz (2016), président de *Transparency International*. Le Brésil est le pays qui a enregistré la plus forte chute. Il occupe à présent la 76^e place sur un classement total de 167 pays. Les révélations du scandale *Petrobrás* ont entraîné de nombreuses manifestations citoyennes. Les procès judiciaires qui ont débuté pourraient permettre au pays d'avancer dans la lutte contre la corruption. (À titre indicatif, la France occupe la 23^e place dans le classement de la perception de la corruption et les États-Unis la 16^e place. Les trois pays les mieux placés sont les pays du nord de l'Europe : le Danemark en premier, suivi par la Finlande puis par la Suède. Les trois pays les moins bien placés dans ce classement sont : la Somalie, suivie par la Corée du Nord et l'Afghanistan.) [En ligne], consulté le 07/06/2020 disponible sur : <https://transparency-france.org/project/indice-de-perception-de-corruption-2015/>

⁵ Je traduis : « La personne mérite de la solidarité et un traitement différentiel. L'individu, au contraire, est le sujet de la loi, la cible abstraite pour qui les règles et la répression ont été faites. »

fonctionnement du système d'action historique et des rapports de classes qui en sont corollaires depuis la proclamation de la République (1889) : le *coronelismo* en est un cas de figure.

Ce phénomène particulier entraîne automatiquement avec lui le clientélisme : il s'agit d'une espèce de "caudillisme à la brésilienne" instauré dans le pays avec la *República Velha* (1889-1930)⁶. Le *coronelismo* peut être compris comme un système politique, un réseau complexe de relations qui va du *coronel*⁷ jusqu'au Président de la République (Carvalho, 1997). Individus très puissants, les *coronéis* dominaient la province en monopolisant les municipalités ; ils devenaient ainsi à terme un élément indispensable pour la stabilité de la région, voire de l'État en question, et même déterminant pour pouvoir gouverner le pays. De ce fait, ce réseau très vaste de *coronéis* incorpore le clientélisme comme moyen privilégié de captation de loyautés. Le pouvoir des *coronéis* repose sur des « amitiés » capables de les appuyer politiquement, socialement ou même militairement. Une fois parvenu au pouvoir, le *coronel* se voit obligé de rétribuer ceux qui l'ont soutenu. C'est cet échange mercantile d'influences que l'on nomme clientélisme. En d'autres termes, le clientélisme peut être défini comme une relation verticale entre un « patron » et un « client », s'appuyant sur des relations sociales inégalitaires. Se trouvant dans une position sociale inférieure, le "client" se place sous la protection d'un "patron" qui lui rend divers services en échange de son soutien politique et de sa soumission : faveurs contre vote, par exemple (Carvalho, 1997).

La question de l'échange de vote contre des faveurs se perpétue aujourd'hui dans toutes les sphères de la société brésilienne et affecte en particulier le fonctionnement du Congrès et du Sénat. Quel est le coût de ce genre de manœuvres de corruption pour le trésor public brésilien ? Interviewé par *L'Express*, l'économiste et fondateur de l'ONG Contas Abertas⁸ (Comptes ouverts), *Gil Castello Branco* (2013) témoigne qu'on en vient presque à avoir honte d'être honnête⁹. Il donne les chiffres de

⁶ La République a été proclamée le 15 novembre 1889 après la révolte militaire dirigée par le Maréchal Deodoro da Fonseca. La première Constitution de la République, faisant du Brésil une République Fédérale, date de 1891. Cette Constitution a mis en place le système présidentiel et le droit de vote – en excluant les femmes, les analphabètes et les classes défavorisées. Le premier président élu a été le militaire à la tête de cette révolte, le Maréchal Deodoro da Fonseca (Leal, 2012). Entre 1894 et 1930, le Brésil a été dirigé par des présidents issus du secteur agricole, en particulier des hommes originaires des régions de São Paulo, une grande région productrice de café, et de Minas Gerais, une grande région productrice de lait. Ces présidents étaient soutenus par les élites agricoles. La politique de l'époque a été désignée comme « *Política do café com leite* » (Politique du café au lait), (Viscardi, 2001)

⁷ Dans le cas spécifique de la vie politique brésilienne, il ne s'agit *pas* du colonel en tant que grade le plus élevé de la hiérarchie des officiers supérieurs des armées de terre ou de l'air, ni de la gendarmerie. Lorsque le pouvoir local est confié à un propriétaire terrien fidèle au gouvernement brésilien, celui-ci est désigné ainsi.

⁸ Il s'agit d'une ONG qui surveille les finances publiques brésiennes. Pour plus d'informations à propos de l'ONG Contas Abertas (Comptes ouverts). [En ligne], consulté le 07/06/2020, disponible sur : <http://www.contasabertas.com.br/site/institucional>

⁹ Interview figurant l'article « Brésil : des records de corruption et de timides avancées politiques », extraite du journal *L'Express*, Amérique du sud, publié le 27/06/2013. [En ligne], consulté le 06/06/2020, disponible sur :

la corruption au Brésil en 2011, selon une étude de la Fédération des industries de São Paulo (FIESP) : « La corruption coûte de 50 à 80 milliards de *réais* par an (environ 18 à 28 milliards d'euros), l'équivalent de 1,4 à 2,3% de toute la richesse produite (*ibid.*). De ce fait, une partie considérable des Brésiliens finit par trouver parfaitement normal d'acheter des CDs piratés, de payer des *bakchichs* à des policiers mal formés et mal payés, de dépasser en voiture sur la bande d'arrêt d'urgence des autoroutes, de payer des pots-de-vin pour obtenir son permis de conduire et, selon ses moyens, de faire des dons conséquents à un établissement scolaire pour ne pas voir son enfant redoubler son année scolaire, etc. Ces habitudes corroborent l'idée que les Brésiliens ont le sentiment que "le crime paye", que le Brésil est le pays de l'impunité, ce qui entraîne une "tolérance brésilienne" à la corruption, ajoute Castello Branco (*ibid.*). Plusieurs facteurs y contribuent, surtout au sein de la classe politique dominante : l'immunité parlementaire, le fait que les élus ne peuvent être jugés par des tribunaux ordinaires, un secret bancaire excessif et le financement incontrôlé des campagnes électorales par des entreprises privées qui se voient ensuite attribuer des marchés publics, tout cela avec, en toile de fond, la lenteur de la justice et l'impunité du crime.

Cet état de fait renvoie à l'article intitulé « Le crime, phénomène normal » écrit par Émile Durkheim en 1894, dans lequel le sociologue adoptait une position polémique en affirmant que le crime est inévitable, voire nécessaire, dans toute société :

En premier lieu, le crime est normal parce qu'une société qui en serait exempte est tout à fait impossible [...] Imaginez une société de saints, un cloître exemplaire et parfait. Les crimes proprement dits y seront inconnus ; mais les fautes qui paraissent vénielles au vulgaire y soulèveront le même scandale que fait le délit ordinaire auprès des consciences ordinaires. Si donc cette société se trouve armée du pouvoir de juger et de punir, elle qualifiera ces actes de criminels et les traitera comme tels. C'est pour la même raison que le parfait honnête homme juge ses moindres défaillances morales avec une sévérité que la foule réserve aux actes vraiment délictueux. [...] Le crime est donc nécessaire : il est lié aux conditions fondamentales de toute vie sociale, mais, par cela même, il est utile ; car ces conditions dont il est solidaire sont elles-mêmes indispensables à l'évolution normale de la morale et du droit (Durkheim, 2010 : 87).

La sociologie durkheimienne conçoit donc le crime et la déviance comme un élément participant des constructions sociales et entretenant avant tout un rapport avec l'ordre moral et les sentiments exprimés par la « conscience collective » plutôt qu'avec les institutions elles-mêmes, en particulier l'institution juridique. Dans le cas brésilien, il s'agit d'une conscience sociale résolument émotionnelle et irrationnelle qui, face à la violation des lois par leurs représentants officiels, assure sa propre cohésion en réaffirmant l'autorité inviolable de la "conscience collective". L'élément central de la justice pénale n'est donc pas tant ici l'acte criminel ou le contrôle de la violence que l'impact du crime

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/bresil-des-records-de-corruption-et-de-timides-avancees-politiques_1261486.html

sur la société dans son ensemble. En effet, la punition/tolérance devient dès lors un élément de langage, ou une pratique signifiante qui dépasse la simple relation binaire entre une autorité judiciaire et le criminel. La situation intègre toutefois un troisième élément : la société. Durkheim considère cette dernière comme une “audience” et indubitablement comme une figure centrale de l’activité pénale » (Durkheim : 2010, 65-72). Dans le cas du Brésil, l’impunité institutionnelle favorise effectivement la cohésion des intérêts politico-économiques des oligarchies en réaffirmant fortement le pouvoir des classes dominantes. D’autre part, et en réponse à cela, le recours à des stratagèmes comme la *malandragem* permettent d’assurer une certaine cohésion dans les classes dominées, et même parfois leur survie. L’histoire de la formation de la classe dominante au Brésil ne nous permet cependant pas de nous contenter de cette idée durkheimienne, car l’impunité au Brésil pose une autre question : celle de la généalogie.

Pour aborder la thématique de la généalogie, je me référerai cette fois à Michel Foucault dont les études sur la généalogie reposent elles-mêmes sur l’œuvre de Nietzsche (2003 : 15) et sa *Généalogie de la morale* : « [...] parcourir en quelque sorte avec des yeux neufs, en posant des questions entièrement nouvelles, le vaste et lointain pays si caché de la morale – celle qui a vraiment existé, qui fut réellement vécue [...] ». Il s’agit, avec les yeux grands ouverts, de questionner l’histoire d’une institution politique qui « va de soi », et de mettre à jour sa véritable histoire. Mon intention ici n’est pas de suggérer qu’il existerait un « sens caché » de l’institution ni qu’il s’agirait d’une « répétition » de l’histoire parmi d’autres. L’analyse historique et celle de l’évolution des valeurs et pratiques sociales ont pour objectif de prévenir contre toute manipulation de ce genre de concepts, et elles répondent à la nécessité d’étendre l’analyse critique au-delà de la vision que l’institution se donne d’elle-même dans un contexte démocratique, ou considéré comme tel. Cette « généalogie de la morale » questionne la pertinence de « bonnes » valeurs en révélant la face cachée de l’histoire, ici celle de l’histoire brésilienne : les luttes et les affrontements au cours desquels les “bonnes” valeurs se sont imposées par des systèmes d’asservissement de la classe “populaire” par la classe “noble”. Il s’agit du maintien d’une « pure distance, le fait que les adversaires n’appartiennent pas au même espace » (Foucault, 2001 : 1010).

Cet article n’a pas la prétention de sauver les Brésiliennes et les Brésiliens de ce genre d’aliénations ni de leur rendre la conscience perdue. Il s’agit plutôt d’attirer l’attention du lecteur pour que l’oppression et la dégradation humaine soient perçues, non par les autres, mais avant tout par les individus opprimés eux-mêmes. Ce qui était externe (étranger) devient facilement interne (natif) et fait alors partie de la vie quotidienne d’une société. Cette pensée nous mène à Hanna Arendt (1997) et son concept philosophique de “la banalité du mal”, indissociable du perversissement totalitaire (Leibovici et Roviello : 2017), bien synthétisé par Patrick Pharo (1996 : 268) :

[l'] expression banalité du mal ne peut se comprendre que comme une façon de décrire les routines par lesquelles ceux qui recourent à la violence, comme ceux qui en sont témoins, mettent en suspens leurs convictions morales et renoncent à l'examen de leur engagement pratique personnel

Dans les quatre coins du monde, la banalité du mal, un dysfonctionnement, règne en souveraine sur les pratiques sociales et sur les pensées. Je constate une condescendance générale tant de la part des gouvernements, que des populations et des institutions. Autrement dit, de manière concomitante et paradoxale, collective et individuelle, on obtient des "avantages" en se taisant face à la banalité du mal. À ce propos, Octavio Ianni (1996) parle de déclin de l'individu de la manière suivante : Lui-même, individuellement et collectivement, produit et reproduit les conditions matérielles et spirituelles de sa subordination et éventuelle dissolution. La même usine de la société globale dans laquelle il s'insère et qui l'aide à créer et à recréer continuellement, devient le cadre dans lequel il disparaît.

Références bibliographiques :

ARENDRT H., [1963] 1997, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard.

CARVALHO J. M. (1997), « Mandonismo, coronelismo, clientelismo: uma discussão conceitual », *Dados, Revista de Ciências Sociais*, vol. 40, n. 2, Rio de Janeiro.

CASCIONE S. et Reis B. (2019), « Bolsonaro : le grand malaise du Brésil », MONTBRIAL T. et DAVID D. (dirs), *Ramses 2020 : un monde sans boussole ?*, Paris, Malakoff, p. 124-129.

CASTELLO BRANCO G. (2013), « Brésil : des records de corruption et de timides avancées politiques », *L'Express*, Amérique du Sud. [En ligne], disponible sur : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/bresil-des-records-de-corruption-et-de-timides-avancees-politiques_1261486.html

DURKHEIM É. (2010) [1894], *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion.
Editora Abril (2007), *Almanaque Abril*, Editora Abril, São Paulo.

FOUCAULT M. (2001), « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », *Dits et écrits, tome 1 : 1954-1975*, Paris, Gallimard, p. 1004-1024.

HAGE G.(2015), *Alter-politics. Critical anthropology and the radical imagination*, Melbourne, Melbourne University Press.

BUARQUE DE HOLLANDA S. (1998) [1936], *Racines du Brésil*, Paris, Gallimard.

IANNI O. (1996), *Teorias da Globalização*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

LEIBOVIC M. et ROVIELLO A.-M (2017), *Le pervertissement totalitaire. La banalité du mal selon Hannah Arendt*, Paris, Kimé.

NIETZSCHE F. (2003), *La Généalogie de la morale*, Paris, Seuil.

SANDES V. (2016), « O suposto jeitinho brasileiro », *O Estado de São Paulo*. [En ligne], disponible sur : ><http://politica.estadao.com.br/blogs/legis-ativo/o-suposto-jeitinho-brasileiro/>

SCHWARCZ, L. M. (2019), *Sobre o autoritarismo brasileiro*. São Paulo, Companhia das Letras.

SCHWARCZ L. K. M. (1997), « Le complexe de Zé Carioca », *Revue Lusotopie*, p. 249-266.

Sites internet :

Folha online « Resultados da apuração para presidente no 2º turno » :
><https://www1.folha.uol.com.br/poder/eleicoes/2018/apuracao/2turno/brasil/><

Le journal de Montreal « Brésil : multiplication des pétitions en ligne contre Bolsonaro »
><https://www.journaldemontreal.com/2020/06/05/bresil-multiplication-des-petitions-en-ligne-contre-bolsonaro><

Le Monde, « Les Brésiliens “terreplatistes” se sentent pousser des ailes avec Bolsonaro » :
>https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/18/les-bresiliens-terreplatistes-se-sentent-pousser-des-ailes-avec-bolsonaro_6019523_3210.html<

ONG Contas Abertas (Comptes Ouverts) : ><http://www.contasabertas.com.br/website/institucional><